

FRANCE-CUBA : JACK LANG EN ÉMISSAIRE

Avec la bénédiction du PS

La politique d'ouverture sur les hommes de gauche du chef de l'Etat français n'a décidément pas de limite.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Jack Lang, ancien ministre et député socialiste du Pas-de-Calais, est le dernier en date que Nicolas Sarkozy a sollicité pour une mission de bons offices avec Cuba. Il faut dire que le chef de l'Etat français n'a pas eu beaucoup à faire pour convaincre le nouvel émissaire.

D'abord parce que l'émissaire lui-même évoquait déjà en décembre dernier qu'il ne rechignerait pas et qu'il ferait volontiers une mission exploratoire à Cuba : «Si j'y vais et si le président pense utile que je contribue à réchauffer les rapports entre Cuba et la France, s'il advient qu'on me le demande, je n'ai aucune raison de refuser.»

Effectivement, il n'a pas refusé et a peut-être même

suggéré ce déplacement de six jours qui a pris fin jeudi et dont l'objectif, dit-il, est «de tourner la page», transmettre un message à Nicolas Sarkozy et renouer les relations avec La Havane.

A son retour d'une mission qui lui a permis de rencontrer de nombreux responsables dont le président Raul Castro, l'émissaire socialiste est retourné dans l'Hexagone avec une invitation pour une visite dans l'île que le président cubain a adressée à son homologue français. Depuis la révolution cubaine de 1959, aucun chef d'Etat français n'a effectué de visite officielle dans l'île. Mais il n'y a pas que la France qui boycottait Cuba.

L'Union européenne, qui a suspendu depuis 2005 les sanctions — consistant à

limiter les visites bilatérales pour protester contre la violation des droits de l'Homme — ne les a levées définitivement qu'en juin dernier et ses membres ont décidé alors en octobre 2008, sous présidence française, de reprendre leur coopération et leur dialogue avec Cuba.

Dès la désignation de Jack Lang pour cette mission, beaucoup ont crié à une trahison de plus de certains socialistes qui ont rallié la droite.

Face aux interrogations sur cette mission particulière, l'intéressé lui-même a déclaré à l'AFP, depuis Cuba : «Je suis en pleine harmonie avec moi-même, avec mon parti, ses grandes traditions et avec la politique internationale du président de la République française.»

Même si aucune nuance et aucune condition n'a été apportée par Lang au soutien de Sarkozy à sa politique internationale, la première secrétaire du PS n'a

pas été à contre-courant de cette déclaration et a réfuté le qualificatif de «traître» accolé au nouvel émissaire socialiste. «On utilise les talents, les contacts de Jack Lang pour que la France soit présente au moment où les Etats-Unis veulent sans doute reprendre contact à Cuba», a encore déclaré Martine Aubry. En direction de ceux qui pourraient penser qu'il a retourné sa veste comme d'autres au PS (Bernard Kouchner ; Eric Besson...)

Lang a tenté d'expliquer qu'il n'est absolument pas question pour lui d'entrer dans le gouvernement de Sarkozy et «qu'il n'était pas prêt à renoncer à se battre sur les questions d'éducation et sur la politique sociale du gouvernement».

Pourra-t-il, sur la durée, tenir ses engagements et refuser de céder aux sirènes de l'ouverture à gauche de Sarkozy.

K. B.-A.

ANTILLES FRANÇAISES

Apaisement après plus d'un mois de crise

Un long conflit social dans les Antilles françaises, commencé le 20 janvier et émaillé de violences, semblait en bonne voie de trouver une issue favorable hier, après un fragile accord en Guadeloupe et des déclarations apaisantes en Martinique.

«Tout n'est pas encore résolu, mais enfin ça progresse. J'ai bon espoir qu'on y arrive», a déclaré le président français Nicolas Sarkozy après la signature en Guadeloupe, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'un accord salarial partiel. M. Sarkozy a précisé qu'il se rendrait «dans quelques semaines aux Antilles». Le chef de l'Etat avait été critiqué pour avoir tardé à répondre au mouvement de protestation contre la vie chère qui paralyse la Guadeloupe depuis le 20 janvier et sa voisine la Martinique depuis le 5 février.

L'accord signé en Guadeloupe, consistant à augmenter de 200 euros les plus bas revenus, ne concerne qu'une minorité de salariés, en raison de l'absence de plusieurs organisations patronales aux négociations.

Il a été salué comme «un premier pas» par les grévistes. Elie Domota, leader du collectif LKP à la tête de la contestation, n'a pas appelé à la fin de la grève générale, donnant rendez-

vous à ses militants vendredi pour la «poursuite des négociations» sur d'autres revendications. «Logiquement, ça devrait déboucher sur une reprise du travail assez rapidement», a estimé un autre leader du LKP, Max Evariste. Mais si l'accord «est une avancée», il a une «base étroite» et «il faut l'élargir», a dit le préfet Nicolas Desforges, précisant qu'il ne concernait pour l'instant que 15 000 à 17 000 salariés. Il devrait être étendu à 45 000 personnes, selon le LKP.

Huit organisations patronales, dont le Medef, ont refusé de signer cet accord en dénonçant un «climat d'intimidation et de violences». L'un des représentants du patronat, Willy Angèle, a accusé M. Domota d'avoir «sauté par-dessus la table de négociation pour venir le frapper». Sur l'île voisine de la Martinique, qui avait basculé dans la violence depuis deux nuits, la situation semblait s'apaiser.

La nuit de jeudi à vendredi a été plus calme et les négociations sur les prix et les salaires étaient en bonne voie, selon les autorités. «On est très proche d'une issue à mon avis», a déclaré le président du Conseil général Claude Lise. L'île, où les autorités avaient demandé à la population de ne pas sortir après 19 heures, n'a connu que «quelques petits incidents en péri-

phérie de Fort-de-France», la ville principale, a-t-il dit. Les deux nuits précédentes, la Martinique avait connu des scènes de violence rappelant celles qui avaient agité la Guadeloupe la semaine dernière, au cours desquelles un syndicaliste avait été tué par balles.

Les incidents de Fort-de-France se sont soldés par une cinquantaine de commerces pillés, quinze véhicules incendiés, trois gendarmes et neuf policiers blessés, dont deux policiers atteints par balles.

Guadeloupe et Martinique, deux départements d'outre-mer situés à quelque 7 000 km de Paris, accumulent les problèmes sociaux, en dépit de transferts financiers massifs. Le taux de chômage est d'environ 22 % à la fois pour la Guadeloupe (450 000 habitants) et la Martinique (environ 400 000 habitants). Les prix des produits de grande consommation, en majeure partie importés de France, y sont très chers.

Le conflit social a aussi réveillé des tensions raciales entre la population noire et la minorité blanche, dont les familles de «békés», descendants des colons esclavagistes. Ces familles contrôlent une bonne partie de l'économie, dont la grande distribution, responsable aux yeux des grévistes du niveau des prix.

IRAN

Le programme nucléaire iranien n'a aucune finalité militaire, selon Rafsandjani

L'ancien président iranien Akbar Hashemi Rafsandjani a réaffirmé hier que les programmes nucléaires de son pays n'avaient aucune finalité nucléaire, au lendemain d'avertissements du Premier ministre israélien Ehud Olmert.

«Lors des sermons de la prière du vendredi, nous ne faisons jamais de fausses promesses. Par conséquent, je déclare que l'objectif de l'Iran en matière nucléaire n'est pas de fabriquer des armes, et nous sommes prêts à le prouver

lors des négociations», a déclaré M. Rafsandjani dans un sermon retransmis en direct sur la radio publique.

«Vous insinuez de fausses idées dans l'esprit des gens», a-t-il déclaré à l'adresse d'Israël, en évoquant les mots insensés du

principal ennemi de la révolution islamique ces deux derniers jours à la suite du lancement virtuel de l'usine de Bouchehr. Le Premier ministre israélien sortant, Ehud Olmert, a lancé jeudi une mise en garde à l'Iran au lendemain de l'annonce de l'achèvement de la construction de la première centrale nucléaire iranienne, à Bouchehr.

«Nous avons déployé d'énormes efforts pour ren-

forcer notre force de dissuasion. Israël saura se défendre dans toutes les situations, contre toutes les menaces, contre tout ennemi, je ne peux pas en dire plus, mais croyez-moi, je sais ce dont je parle», a dit M. Olmert, dans des propos clairement destinés à l'Iran.

Israël et les Etats-Unis accusent Téhéran de chercher à se doter de l'arme nucléaire, ce que Téhéran dément.

RUSSIE

Poutine : «la crise loin d'être finie, les mesures occidentales inopérantes»

La crise économique et financière mondiale est loin d'être terminée et les mesures prises par les pays développés n'apportent pas de «résultats visibles», a déclaré hier le Premier ministre russe Vladimir Poutine.

«La crise est loin d'être terminée, elle n'a pas atteint son apogée», a dit M. Poutine devant les hauts responsables du parti Russie unie dont il est président. «Les efforts des grandes puissances n'apportent pas de résultats visibles» et «cette situation va durer assez longtemps», a-t-il assuré. Il s'est, cependant, voulu relativement optimiste concernant l'état de l'économie de la Russie, jugeant que les temps seront «difficiles mais pas catastrophiques». «Nous allons faire face à nos problèmes. Nous pouvons et nous allons garder la situation sous contrôle», a indiqué le Premier ministre russe. Le président russe, Dmitri Medvedev a, de son côté, appelé hier, à une réforme du système financier international lors du sommet du G20 à Londres en avril. «Nous comptons sur la rencontre du G20 à Londres pour que des mesures réelles de réforme des institutions financières internationales soient prises», a-t-il déclaré. La Russie est touchée de plein fouet par la crise économique mondiale, notamment en raison de la chute des cours des matières premières, dont le pétrole, principale source de devises pour le pays.

SOUDAN

L'Unamid fait état d'un retour au calme «relatif» dans le Darfour

Un calme «relatif» est revenu dans la région soudanaise du Darfour, dévastée par la guerre, ont indiqué les forces de paix de l'Union africaine et des Nations unies déployées au soudan (Unamid). Selon un communiqué de presse de l'ONU publié jeudi, des milliers de déplacés à l'intérieur se sont rendus dernièrement dans des camps dans le nord du Darfour après le déclenchement de la violence dans le sud de la région.

Ce calme intervient un mois après l'éclatement des combats entre les troupes du gouvernement et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM). Afin de créer un climat de confiance et de sécurité dans la région, l'Unamid compte intensifier ses patrouilles habituelles et ses fonctions d'escorte. La force hybride ONU-UA a été créée par le Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger les civils au Darfour. Le Conseil de sécurité avait, rappelle-t-on, autorisé le déploiement d'une force Unamid d'environ 26.000 personnes au Darfour.

L'Unamid dispose actuellement de 10 000 effectifs, et des responsables de l'ONU avaient appelé à plusieurs reprises les pays à fournir des soldats supplémentaires et l'équipement nécessaire. Le conflit au Darfour, où s'affrontent depuis 2003 forces gouvernementales et mouvements rebelles, aurait fait jusqu'à quelque 9 000 morts selon Khartoum et 2,2 millions de déplacés, selon l'ONU.

BANGLADESH

42 morts dans la mutinerie de Dacca

Le bilan des victimes de la mutinerie qui avait éclaté mercredi dernier quartier général d'une unité paramilitaire dans la capitale du Bangladesh, Dacca, a enregistré 42 morts après la découverte hier de 21 corps, a-t-on annoncé de source sécuritaire.

Selon un responsable de la sécurité cité par la presse locale, il s'agit de neuf officiers de l'armée, de huit soldats des BDR, de quatre civils, ainsi qu'un autre membre des BDR, dont leurs corps ont été découverts après la fin de la mutinerie. Cette annonce survient après que le vice-ministre de la Justice, Kamrul Islam, eut déclaré jeudi que des soldats disaient que 50 officiers ont été tués au cours de cette mutinerie.

Par ailleurs, cent trente-sept officiers de l'armée bangladaise sont toujours portés disparus après la fin de cette révolte qui s'est achevée jeudi avec la reddition des rebelles. De leur côté, les services de sécurité bangladais ont affirmé avoir arrêté 200 membres des Bangladesh Rifles (BDR), responsables de la mutinerie.

Une centaine de personnes avaient été prises en otage mercredi par les rebelles mutins contre leur hiérarchie qui leur a refusé une hausse de leurs soldes, rappelle-t-on.